



FÉVRIER 2019

UN ÉTAT PLUS PETIT POUR PLUS DE RICHESSE

Par Maher Gordah et Germain Belzile

Le premier ministre du Québec, François Legault, a maintes fois exprimé sa volonté d'attirer les investissements étrangers dans la province et d'augmenter le niveau de vie des Québécois. Une condition essentielle pour y arriver est de créer un environnement économique plus favorable à la hausse de la productivité, considérée par les économistes comme le principal déterminant de la croissance du niveau de vie à long terme. Cela peut se faire en réduisant le poids de l'État dans l'économie, par une diminution des dépenses publiques.

ÉTAT OBÈSE, FAIBLE CROISSANCE

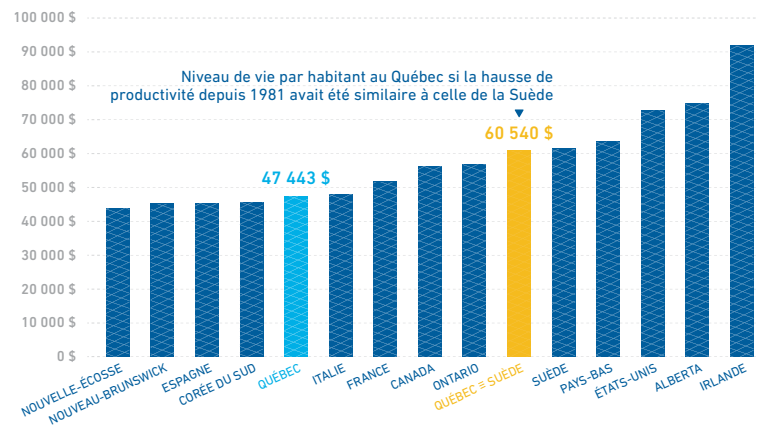
Le déclin relatif du niveau de vie persiste au Québec. Entre 1981 et 2016, le Québec a enregistré l'un des plus faibles taux de croissance annuels moyens du niveau de vie (1,2 %) parmi les pays développés, selon le Centre sur la productivité et la prospérité (CPP) de HEC Montréal. En 2016, la province se classait aussi en queue de peloton dans une comparaison avec trente pays et provinces en ce qui a trait au niveau de vie, ou PIB par habitant, ajusté à parité des pouvoirs d'achat. Seules les Maritimes, la Corée du Sud et l'Espagne faisaient moins bien¹.

Le Québec est également dépensier. Si on regarde la place que prennent les dépenses publiques dans l'économie et, en particulier, celle des dépenses de mission (c'est-à-dire excluant les paiements d'intérêt sur la dette), on note que celles-ci ont représenté 22,6 % du PIB de la province en 2017-2018, alors que la moyenne canadienne était de 18,7 % en utilisant une mesure comparable². Cette différence de quelques points de pourcentage est considérable; elle signifie que le Québec dépense environ 21 % de plus que la moyenne des provinces canadiennes en proportion de la taille de son économie.

Sur ce point, une étude de l'OCDE³ de 2016 a montré, preuves empiriques à l'appui, que les économies

Figure 1

PIB par habitant, dollars de 2016, à parité de pouvoir d'achat (PPA)



Sources : Statistique Canada, Tableau 36-10-0222-01 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, annuel; Statistique Canada, Tableau 17-10-0005-01 : Estimations de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe; Jonathan Deslauriers, Robert Gagné, et Jonathan Paré, « Productivité et prospérité au Québec – Bilan 2017 », Centre for Productivity and Prosperity – Walter J. Somers Foundation, HEC Montréal, février 2018, p. 5.

les moins dynamiques, c'est-à-dire celles qui enregistrent les taux de croissance du PIB les plus faibles, sont celles dont les États sont les plus interventionnistes et les plus dépensiers (par exemple la France, la Grèce ou l'Italie). L'étude note l'impact négatif de certains types de dépenses publiques pour stimuler l'économie sur la croissance potentielle à long terme. Elle souligne notamment que l'octroi de subventions aux entreprises les moins compétitives cause les plus grands dommages économiques⁴. Les subventions aux entreprises ne sont d'ailleurs pas, de façon générale, une recette efficace pour la croissance économique. Le Québec favorise cette approche plus que la plupart des autres provinces, et cela ne se traduit pas par un niveau de richesse plus élevé⁵.

Selon la recherche économique, le rythme de la croissance commence à ralentir lorsque la dépense de l'État excède 26 % du PIB⁶. Dans l'ensemble du Canada, le poids de l'État représente environ 41 % du PIB. Au Québec, ce ratio est de 52 %⁷. Le gouvernement prend donc 27 % plus de place dans l'économie de la province en comparaison avec la moyenne canadienne⁸.

Un tel niveau de dépenses et d'interventions dans l'économie porte atteinte aux potentiels gains de productivité, nécessaires à une croissance économique durable, elle-même une condition nécessaire à une hausse du niveau de vie de la population québécoise.

Faire le choix d'un État dépensier revient donc à diminuer le niveau de vie des Québécois. Des données statistiques élaborées par le CPP pour l'année 2017 montrent que le niveau de vie des Québécois aurait pu être bien supérieur et similaire à celui d'autres États prospères si la croissance de la productivité avait été comparable à celle de la Suède, par exemple (voir la Figure 1). En effet, entre 1981 et 2016, le Québec a vu sa productivité croître de 1,2 % par an en moyenne, contre 1,7 % pour la Suède. Cet écart d'un demi-point de pourcentage peut sembler mince, mais il se traduit par un manque à gagner considérable au bout de 35 ans : le revenu annuel moyen des Québécois serait aujourd'hui de 60 540 \$ au lieu de 47 443 \$ si notre productivité avait cru au rythme suédois, soit un écart de 28 %.

MOINS D'IMPÔT FAVORISE L'INNOVATION

Les principaux facteurs nécessaires à l'accroissement de la productivité sont l'investissement privé et l'innovation, le premier étant un préalable à la seconde. L'innovation entraîne une hausse du rendement des équipements et des travailleurs, ce qui à terme augmente le salaire et le pouvoir d'achat de ces derniers. Mettre en place des mesures qui attireront l'investissement étranger et encourageront l'investissement privé en recherche et développement devrait donc être au cœur de toute stratégie visant à faire augmenter le niveau de vie des Québécois.

La première de ces mesures à considérer consiste à réduire le fardeau fiscal. D'abord, celui qui affecte les

entreprises, puisque lorsque les impôts sont élevés, il y a moins d'entrepreneurs et il se crée moins d'entreprises et de richesse⁹. De plus, comme l'impôt sur le revenu des entreprises réduit la rentabilité des investissements, l'augmentation de son taux encourage les investisseurs à regarder ailleurs pour placer leur argent, ce qui freine la hausse de productivité.

Il importe également de réduire le fardeau fiscal des particuliers, afin que la hausse de salaire induite par les gains de productivité profite aux travailleurs au lieu d'être captée par l'État. Une telle réduction du fardeau fiscal implique que le gouvernement fasse des choix et réduise une partie de ses dépenses.

Le déclin relatif du niveau de vie des Québécois n'est pas une fatalité. Il peut être renversé par des politiques publiques créatrices de richesse, qui permettront à terme une hausse du niveau de vie. En particulier, l'État devrait encourager l'investissement privé et l'innovation, non pas en recourant aux dépenses publiques mais en adoptant une approche plus efficace, soit celle de dépenser et d'intervenir moins dans l'économie.

RÉFÉRENCES

1. Jonathan Deslauriers, Robert Gagné et Jonathan Paré, « Productivité et prospérité au Québec – Bilan 2017 », Centre sur la Productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal, février 2018, p. 5.
2. Ministère des Finances du Canada, Tableaux de référence financiers – 2018, Tableau 32, Ensemble des provinces et des territoires (pourcentage du PIB), Octobre 2018; Le Point sur la situation économique du Québec – Automne 2018, Statistiques budgétaires du Québec, Statistiques pour l'analyse historique, Dépenses consolidées pour l'analyse historique.
3. Jean-Marc Fournier et Åsa Johansson, *The Effect of the Size and the Mix of Public Spending on Growth and Inequality*, OCDE, 15 décembre 2016.
4. Les subventions ont tendance à encourager les entreprises les moins compétitives, c'est-à-dire celles qui génèrent le moins de gains de productivité, et ainsi léser celles qui sont les plus performantes sur le marché. Cette étude de l'OCDE conclut aussi que les États de plus grande taille retardent significativement le rattrapage en termes de productivité.
5. Alexandre Moreau, « Le Québec est toujours un champion des subventions », IEDM, 18 janvier 2018.
6. Livio Di Matteo, *Measuring Government in the Twenty-first Century: An International Overview of the Size and Efficiency of Public Spending*, Institut Fraser, décembre 2013, p. 56.
7. Jonathan Deslauriers, Robert Gagné et Jonathan Paré, « Productivité et prospérité au Québec – Bilan 2015 », Centre sur la Productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal, février 2016, p. 17.
8. Germain Belzile, « Pourquoi un État plus petit n'est pas un choix idéologique ? », *Huffington Post Québec*, 28 octobre 2018.
9. Mathieu Bédard et Kevin Brookes, *Entrepreneuriat et fiscalité : Comment l'impôt affecte l'activité entrepreneuriale*, IEDM, 13 septembre 2018.



Ce Point a été préparé par **Maher Gordah**, économiste à l'IEDM, et **Germain Belzile**, chercheur associé senior à l'IEDM. La **Collection Fiscalité** de l'IEDM vise à mettre en lumière les politiques fiscales des gouvernements et à analyser leurs effets sur la croissance économique et le niveau de vie des citoyens.

L'IEDM est un think tank indépendant sur les politiques publiques. Par ses publications et ses interventions, l'IEDM alimente le débat sur les politiques publiques au Québec et à travers le Canada en proposant des réformes fondées sur les principes de l'économie de marché et de l'entrepreneuriat. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.

IEDM 910, rue Peel, bureau 600, Montréal QC H3C 2H8 - T 514.273.0969 F 514.273.2581 iedm.org